

PERSPECTIVES PROVINCIALES

Juin 2012

L'Ouest canadien... où trouver la plus forte croissance au pays

- Nous avons un peu modifié nos prévisions provinciales, mais notre scénario de base demeure inchangé : l'Ouest canadien dominera au chapitre de la croissance au pays cette année et l'année prochaine. Toutes les provinces à l'est du Manitoba dégageront une performance inférieure à la moyenne nationale.
- Le clivage est-ouest montre surtout dans quelle mesure l'essor des marchandises devrait profiter aux économies provinciales : l'Ouest sortira grand gagnant alors que les autres régions afficheront (globalement) des gains moindres.
- Le raffermissement de l'économie américaine favorisera particulièrement les perspectives de l'Ontario.

Les hauts et les bas de l'économie mondiale

Les économies provinciales évoluent dans un contexte mondial où les rebondissements demeurent nombreux. La stabilisation des marchés financiers européens en début d'année, que nous avions considérée comme un développement encourageant dans notre bulletin *Perspectives provinciales* précédent, a récemment cédé la place à un regain d'incertitude et d'inquiétudes. Certes, la situation européenne reste chargée d'événements au potentiel déstabilisateur, mais nous continuons de croire que les pressions sur les marchés financiers seront limitées. Les plus récentes statistiques montrent que la Chine est encore en perte de vitesse ; toutefois, RBC prévoit une modeste réaccélération à partir de la deuxième moitié de l'année. Au sud de la frontière, l'économie américaine a commencé 2012 plus lentement que ce que nous avions prévu, mais nous croyons que les facteurs négatifs qui ont miné la croissance feront volte-face pour stimuler la croissance future. En fait, le raffermissement de l'économie américaine sera un important facteur de la croissance des provinces en 2012 et 2013, surtout en Ontario, car la province est largement tributaire du marché américain. Dans l'ensemble, à moins d'une tournure des événements désastreuse en Europe ou ailleurs, nous continuons de prévoir des conditions extérieures généralement favorables à une croissance provinciale modeste.

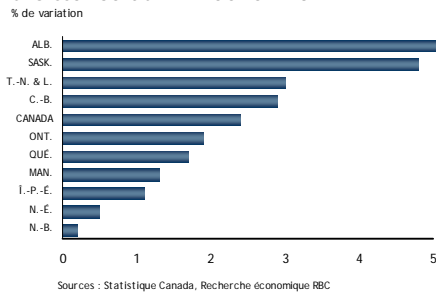
L'essor des marchandises est bien ancré au Canada

Même si l'incertitude mondiale a récemment augmenté, plombant quelque peu l'enthousiasme à l'égard des marchandises ces dernières semaines, nous restons d'avis qu'une croissance mondiale soutenue favorisera la demande des marchandises, et donc les prix, et que l'essor des marchandises se maintiendra au Canada. La fermeté de la production de matières premières et des investissements de capitaux connexes sera un important facteur de différenciation de la performance provinciale, comme ce fut le cas ces deux dernières années. Grâce à leur forte sensibilité au secteur des matières premières, les provinces de l'Ouest resteront en tête de peloton. Terre-Neuve-et-Labrador aurait encore été du nombre cette année n'eût été la fermeture temporaire d'importantes installations de production pétrolière au large des côtes. Toutes les provinces à l'est du Manitoba — qui sont habituellement moins axées sur les matières premières — afficheront des taux de croissance inférieurs à la moyenne nationale.

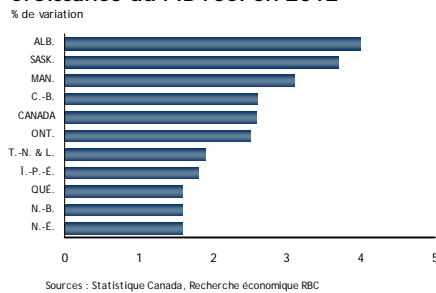
L'Alberta en tête de peloton

Nous avons apporté quelques changements aux prévisions sur le PIB réel des provinces dans la présente mise à jour. Statistique Canada a publié une estimation initiale du PIB réel des différentes provinces en 2011 qui nous a incités à réviser nos estimations pour cette année-là. Soulignons notamment que nous avons haussé nos prévisions 2011 pour l'Alberta, la Saskatchewan et la Colombie-Britannique, et les avons abaissées pour Terre-Neuve-et-Labrador, le Manitoba, la Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard. Les révisions pour les autres provinces ont été généralement minimales. En ce qui concerne nos prévisions pour 2012 et 2013, nous avons légèrement réduit celles pour la Saskatchewan, le Manitoba et Terre-Neuve-et-Labrador et avons haussé celles pour l'Alberta. Ces changements s'appuient sur notre examen de la performance depuis janvier et sur ce que cela implique pour la croissance cette année et l'année prochaine. Selon nos prévisions révisées, l'Alberta affichera la croissance la plus élevée au Canada pour une deuxième année consécutive en 2012, devançant légèrement la Saskatchewan.

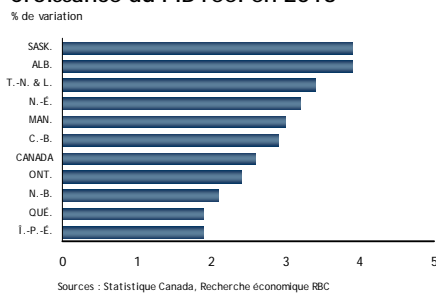
Croissance du PIB réel en 2011



Croissance du PIB réel en 2012



Croissance du PIB réel en 2013



Paul Ferley
 Économiste en chef adjoint
 (416) 974-7231
 paul.ferley@rbc.com

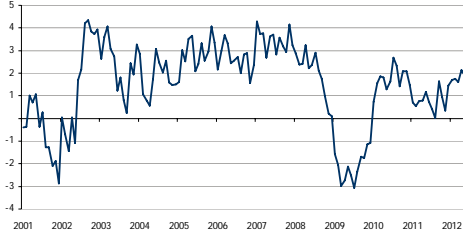
Robert Hogue
 Économiste principal
 (416) 974-6192
 robert.hogue@rbc.com

David Onyett-Jeffries
 Économiste
 416-974-6525
 David.onyett-jeffries@rbc.com

Kirsten Cornelson
 Économiste

Marché de l'emploi : Colombie-Britannique

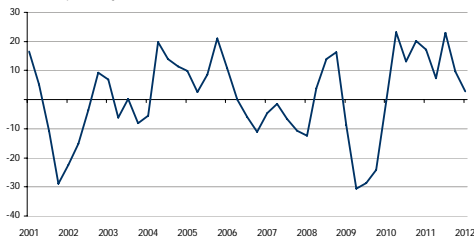
Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Exportations : Colombie-Britannique

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Colombie-Britannique - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2010	2011	2012P	2013P
PIB réel	3,0	2,9	2,6	2,9
Emploi	1,7	0,8	1,5	1,4
Taux de chômage (%)	7,6	7,5	7,0	6,8
Ventes au détail	5,4	3,1	4,1	4,4
Mises en chantier (unités)	26 479	26 400	25 200	23 500
Indice des prix à la consommation	1,4	2,3	1,3	1,3

Robert Hogue
Économiste principal

Colombie-Britannique - La province maintient le cap

La Colombie-Britannique devrait enregistrer un taux de croissance équivalent au taux national en 2012, après l'avoir légèrement dépassé l'an dernier. Le PIB réel de la province augmentera selon nous de 2,6 % cette année, conservant la presque totalité de son élan des deux dernières années (3,0 % et 2,9 %, respectivement). Ce léger ralentissement traduira de plus grands obstacles sur les marchés d'exportation. L'économie de la Colombie-Britannique profitera du lancement de deux nouveaux projets d'envergure cette année, mais ces investissements auront une incidence plus forte en 2013. Ces projets contribueront selon nous à une réaccélération modeste de la croissance du PIB réel à 2,9 % l'an prochain.

L'extraction de gaz naturel, les services publics et l'activité forestière ont propulsé l'économie l'an dernier

Selon l'estimation initiale du PIB réel de 2011 publiée par Statistique Canada, plusieurs secteurs ont été particulièrement robustes en Colombie-Britannique l'an dernier, notamment l'extraction de gaz naturel, l'activité forestière, les services publics et la construction (principalement non résidentielle). Le renforcement du statut de la province en tant qu'importante plaque tournante en matière de transport a également été évident. Dans l'ensemble, la performance a été plutôt solide, car le PIB réel a crû de 2,9 % — soit un demi-point de pourcentage de plus que ce que nous avons prévu — et la vaste majorité des secteurs d'activité ont progressé.

Une progression de la plupart des indicateurs en début d'année

Les indicateurs de la performance économique ont pour la plupart commencé l'année en hausse. En Colombie-Britannique, le marché de l'emploi s'est encore amélioré : l'emploi a progressé de 1,8 % en glissement annuel au cours des cinq premiers mois et le taux de chômage a fléchi à un creux de trois ans de 6,2 % en avril, quoiqu'il ait remonté en mai à 7,4 %. Au premier trimestre de 2012, les ventes au détail ont inscrit leur gain annuel le plus élevé (5,4 %) depuis deux ans. Les mises en chantier, bien qu'assez volatiles d'un mois à l'autre, sont demeurées à des niveaux élevés qui, en moyenne, sont bien supérieurs à ceux de la même période l'an dernier. Le secteur manufacturier n'a inscrit que des gains minimes dans l'ensemble, mais les volumes de production de bois d'oeuvre et de pâtes à papier commerciales ont augmenté. Le secteur minier a toutefois continué d'afficher des résultats variés, car la flambée de la production de charbon et le fort dynamisme du gaz naturel ont contrasté avec le recul continu de métaux tels que le cuivre, le minerai de fer, l'or et l'argent.

Une décélération des exportations

Après avoir fortement progressé ces deux dernières années, les exportations de marchandises de la Colombie-Britannique ont récemment beaucoup ralenti. Cette décélération a principalement touché les exportations vers les États-Unis (concentrées dans le secteur du gaz naturel), le Japon et l'Union européenne. Toutefois, nous avons également constaté un léger ralentissement de la croissance des exportations vers la Chine après trois ans d'expansion fulgurante. Les ventes de produits du bois à la Chine ont augmenté de seulement 3,5 % au premier trimestre, ce qui est très loin du bond annuel moyen de 76 % au cours des cinq dernières années. Par contre, l'élément marquant depuis le début de l'année a été l'envolée de 230 % des exportations de charbon vers la Chine.

Des projets d'investissement majeurs embellissent les perspectives à partir de 2013

Deux grands projets stimuleront les perspectives économiques de la Colombie-Britannique. Le contrat de 8 milliards de dollars octroyé par le gouvernement fédéral à Seaspan Marine, une société de North Vancouver, pour la construction de sept bateaux non militaires stimulera grandement l'activité de construction navale au cours des huit prochaines années. L'autre projet sera la modernisation au coût de 3,3 milliards de dollars de l'aluminerie de Rio Tinto Alcan à Kitimat, laquelle augmentera la capacité de 40 % d'ici 2014. Même si des répercussions positives sont prévues cette année, elles seront beaucoup plus nombreuses à partir de 2013.

Alberta - Un début d'année impressionnant

L'économie albertaine a connu un excellent début d'année 2012. D'après la plupart des indicateurs de la performance, l'Alberta devance les autres provinces jusqu'à maintenant cette année, et largement dans bien des cas. Une telle vigueur confirme que l'impressionnant redémarrage de l'activité économique observé l'an dernier — la croissance du PIB réel ayant dépassé 5 % pour la première fois depuis 2006 — n'était pas un coup de chance. D'énormes dépenses d'investissement dans le secteur de l'énergie continueront d'alimenter tous les secteurs de l'activité industrielle, de sorte que l'Alberta devancera selon nous toutes les autres provinces au chapitre de la croissance du PIB réel cette année avec un taux de 4,0 % et partagera le premier rang l'an prochain avec un taux de 3,9 %.

Une année 2011 encore meilleure que prévu

L'estimation initiale de la croissance du PIB réel de l'Alberta publiée en avril par Statistique Canada s'est révélée plus élevée encore que notre prévision de 4,2 %, déjà supérieure au consensus. La croissance du PIB total par industrie est ressortie à 5,2 %, un sommet depuis 2006. Conformément aux attentes, l'activité a nettement progressé dans le secteur de la construction et dans les segments manufacturiers qui alimentent les dépenses d'investissement (p. ex. fabrication de machinerie). Ce qui est possiblement plus impressionnant encore — et positif pour la prochaine période — est le fait que la croissance a été largement répartie entre les secteurs industriels. Le dynamisme a profité à des secteurs aussi variés que l'extraction pétrolière et gazière, les services publics, le commerce de gros et de détail, le transport, les services aux entreprises et aux particuliers, et même l'administration publique. Les gains généralisés de l'an dernier corroborent notre point de vue selon lequel la vigueur des dépenses d'investissement dans la province s'étend à l'ensemble de l'économie.

Un dynamisme robuste et persistant depuis le début de l'année

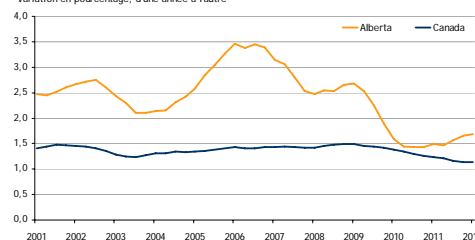
Les indicateurs à périodicité plus élevée témoignent encore pour les premiers mois de 2012 d'un solide dynamisme dans la quasi-totalité de l'économie albertaine. En dépit de récentes interruptions dans les activités de sables bitumineux, la production de pétrole brut a sensiblement augmenté en janvier et février par rapport à l'an dernier. Cette hausse a contribué à compenser de nouveaux reculs du gaz naturel et a joué un rôle important dans la croissance supérieure à 10 % des exportations. L'augmentation des ventes réalisées à l'étranger par les fabricants de produits chimiques et pétroliers, et les fabricants de machinerie et d'équipement, a aussi contribué à la vigueur des exportations provinciales jusqu'à maintenant cette année. Malgré un ralentissement récent de la création d'emplois par rapport au rythme effréné de l'an dernier — alors que la province avait créé 99 000 nouveaux emplois nets —, le marché de l'emploi reste particulièrement vigoureux en Alberta. L'Alberta domine encore au pays avec une croissance de l'emploi de 3,6 % sur un an et le taux de chômage le plus bas (4,5 %) de toutes les provinces en mai. Grâce à des perspectives d'emploi prometteuses qui attirent un nombre croissant de travailleurs venant de l'extérieur de la province, la population a crû de 2,0 %, le taux le plus élevé de toutes les provinces. Le contexte favorable à la rémunération et à la démographie a permis à la province d'enregistrer les taux de croissance des ventes au détail et des mises en chantier les plus élevés au pays depuis le début de 2012.

D'autres bons résultats à venir

Nous croyons que l'économie albertaine continuera de profiter d'un fort dynamisme durant le reste de l'année. Des investissements massifs dans le secteur de l'énergie — qui devraient atteindre de nouveaux sommets en 2012 — continueront de stimuler l'ensemble de l'économie de la province. Ajoutons à cela une autre année record de production pétrolière en Alberta (en dépit des interruptions temporaires au printemps) et un revirement du secteur de l'habitation, et nous avons les éléments requis pour une forte croissance économique. Bref, l'Alberta est encore en plein essor.

Croissance de la population : Alberta

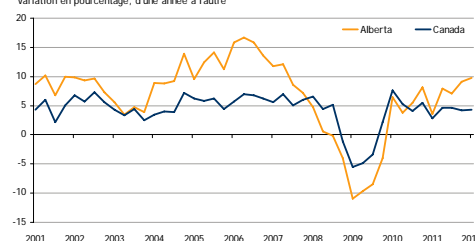
Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Ventes au détail : Alberta

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Alberta - prévisions en bref

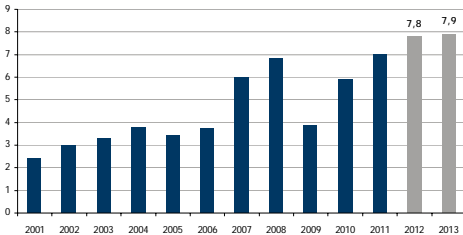
Variation en %, sauf indication contraire

	2010	2011	2012P	2013P
PIB réel	3,3	5,2	4,0	3,9
Emploi	-0,4	3,8	2,8	2,6
Taux de chômage (%)	6,5	5,5	4,9	4,4
Ventes au détail	6,0	6,9	7,9	6,8
Mises en chantier (unités)	27 088	25 704	32 300	32 500
Indice des prix à la consommation	1,0	2,4	1,5	1,8

Robert Hogue
Économiste principal

Mises en chantier : Saskatchewan

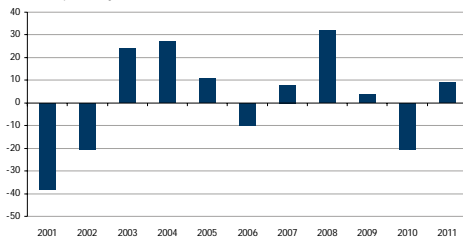
En milliers d'unités



Source : Société canadienne d'hypothèques et de logement, Recherche économique RBC

Production agricole : Saskatchewan

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Saskatchewan - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2010	2011	2012P	2013P
PIB réel	4,0	4,8	3,7	3,9
Emploi	0,9	0,3	1,8	1,9
Taux de chômage (%)	5,2	5,0	4,8	4,6
Ventes au détail	3,4	7,5	5,5	6,6
Mises en chantier (unités)	5 907	7 031	7 800	7 900
Indice des prix à la consommation	1,3	2,8	1,9	2,6

Paul Ferley

Économiste en chef adjoint

Saskatchewan - Un taux de croissance qui reste parmi les plus élevés

Le récent rapport sur le PIB réel des différents secteurs en 2011 a confirmé que la Saskatchewan affiche encore une croissance provinciale parmi les plus fortes, avec un taux de 4,8 % pour l'an dernier. En fait, cela représente une croissance un peu plus élevée que le taux de 4,3 % que nous avons prévu en mars. Dans l'ensemble, cette robustesse va de pair avec la vive demande touchant plusieurs grandes matières premières produites dans la province et les investissements correspondants qui visent à accroître la capacité de production. La vigueur de 2011 est donc principalement attribuable aux fortes hausses enregistrées dans les secteurs de l'agriculture, des mines et de la construction.

La production agricole continuera de croître, mais à un rythme moindre

Le bond de la production agricole de 8,7 % en 2011 reflète non seulement la solide demande mondiale visant divers produits agricoles, mais également un retour à des conditions normales de culture. En 2010, des problèmes liés aux conditions météorologiques ont fait chuter la production agricole de 18 %. Nos prévisions pour la province s'appuient sur des conditions météorologiques normales pour toute la période envisagée. S'il en est ainsi et que la demande mondiale demeure robuste, la production agricole continuera de croître cette année et l'année prochaine, bien qu'à des taux plus modérés de 6 % et 3 %, respectivement.

Une révision en baisse des prévisions pour la production minière...

Le secteur minier a profité en 2010 et 2011 d'une vive croissance de la production de potasse. Au début de 2012, toutefois, la réapparition de tensions sur les marchés financiers en raison de la crise de la dette souveraine en Europe a suscité de nouvelles craintes au sujet de la durabilité de la croissance mondiale. Il en a découlé une baisse de la demande, et donc de la production de potasse. Nous prévoyons que les autorités composeront de façon suffisante avec ces pressions externes pour permettre une reprise mondiale soutenue. Il devrait en résulter une reprise de la demande future de potasse. En raison du faible niveau de la production au premier trimestre de 2012, nous avons réduit notre prévision de croissance du secteur minier à un peu plus de 4 % pour 2012, ce qui est légèrement inférieur au gain de 5 % en 2011 et bien inférieur à l'envolée de presque 20 % enregistrée en 2010 grâce à la reprise de la demande ayant suivi la récession mondiale de 2009. Nos prévisions supposent qu'au fil d'une légère amélioration de la reprise mondiale l'an prochain, la production minière de la province s'améliorera également et progressera de 6,5 %. Cependant, la croissance entrevue pour ces deux années est inférieure à ce que nous avons prévu en mars.

...et pour les dépenses d'investissement

Comme les principales matières premières de la province sont toujours en grande demande, l'activité devrait rester robuste dans le secteur de la construction. Compte tenu du récent repli de la demande de potasse, toutefois, nous avons choisi de réduire nos prévisions pour les dépenses d'investissement dans le secteur minier. Plutôt qu'une croissance accrue pour la période envisagée, nous prévoyons maintenant un taux de croissance avoisinant celui de 6,4 % enregistré en 2011. Cette révision en baisse des prévisions pour la production et les dépenses d'investissement dans le secteur minier se traduit par des taux de croissance du PIB réel de la Saskatchewan globalement plus faibles, soit de 3,7 % et 3,9 % pour 2012 et 2013, respectivement. Ces estimations sont inférieures aux hausses de 4,6 % et 4,7 % que nous avons prévues en mars.

Manitoba - Un rebond de la croissance après une année 2011 décevante

Selon les données provisoires sur le PIB réel des différents secteurs du Manitoba en 2011, la croissance a probablement diminué de près de moitié l'an dernier par rapport au taux de 2,4 % enregistré en 2010 plutôt que de se maintenir près de ce taux comme nous l'avions prévu en mars. Nous avons notamment été surpris de voir la production manufacturière stagner plutôt que de progresser lentement, comme nous l'avions prévu à partir des signes de hausse des ventes manufacturières dans la province. De plus, malgré nos attentes d'un affaiblissement du secteur de la construction, nous avons présumé que cela se traduirait davantage par une accalmie de l'activité plutôt que par le recul de 4,0 % annoncé par les données provisoires.

L'économie accélérera

En dépit de ce repli de la croissance en 2011, nous continuons de croire que l'activité rebondira de 3,1 % en 2012, mais ce taux est inférieur au gain de 3,4 % que nous avons prévu au dernier trimestre. Le rythme de croissance de 2012 devrait se maintenir en 2013, avec une croissance prévue du PIB global qui demeure à 3,0 % après révision. Des indices d'une modeste reprise de la croissance de l'emploi au début de 2012 permettent d'espérer un raffermissement de la production globale pour la période envisagée.

L'amélioration des conditions de culture augure bien pour la production agricole

L'un des principaux facteurs qui nous incitent à prévoir un rebond de la croissance en 2012 est le retour prévu à des conditions de culture normales qui devrait stimuler la production agricole de presque 20 % cette année. Cette hausse marquée fait suite à des reculs dans les deux chiffres au cours des deux dernières années, alors que l'activité était minée par des conditions de culture défavorables. La sécheresse excessive du sol a aussi suscité des inquiétudes au début du printemps, mais les pluies de mai ont dissipé ces craintes. Ce rebond va de pair avec une augmentation anticipée des zones de semis de 39 % pour le blé et de 19 % pour le canola en 2012 par rapport aux zones réelles de semis en 2011.

Le secteur manufacturier bénéficiera du raffermissement prévu de l'économie américaine

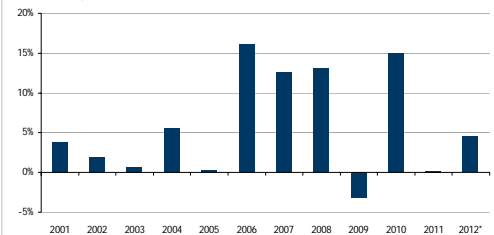
Malgré la stagnation décevante de la production manufacturière en 2011, l'amélioration de la croissance prévue pour cette année et l'année prochaine aux États-Unis devrait contribuer au retour à une croissance positive du secteur, dont l'activité devrait s'accroître de 3,0 % cette année et de 4,0 % en 2013. En particulier, l'accroissement des investissements des entreprises américaines devrait donner un coup de pouce aux exportations provinciales liées à l'aérospatiale et à la machinerie. Nous prévoyons aussi une reprise des dépenses de construction de 2,0 % au Manitoba en 2012, laquelle refléterait le rebond des dépenses de construction signalé par le récent sondage de Statistique Canada sur les intentions de dépenses d'investissement.

Les prix des marchandises resteront suffisamment élevés pour appuyer le secteur minier

Même si les risques externes liés à la crise de la dette souveraine en Europe représentent des menaces pour les perspectives, nos prévisions tablent sur une poursuite de la reprise mondiale. Une telle reprise garderait la demande visant la plupart des matières premières à un niveau élevé, et il en résulterait des pressions à la hausse sur les prix. Cette reprise devrait aussi assurer une croissance continue de l'activité dans le secteur des métaux communs cette année et l'année prochaine. Grâce à ces facteurs, la croissance du secteur minier pour la période prévue devrait avoisiner le taux de près de 6 % que nous entrevoyons pour 2012.

Investissement privé non résidentiel en Manitoba

Variation en %, d'une année à l'autre

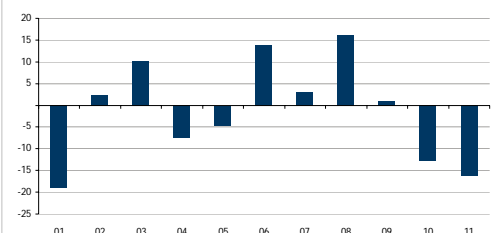


* 2012 (intentions)

Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Production agricole - Manitoba

Variation en %, d'une année à l'autre



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

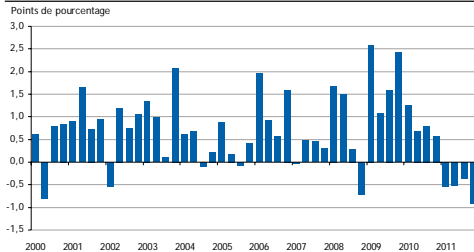
Manitoba - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2010	2011	2012P	2013P
PIB réel	2,4	1,3	3,1	3,0
Emploi	1,9	0,8	1,1	1,3
Taux de chômage (%)	5,4	5,4	5,3	4,9
Ventes au détail	5,7	4,3	4,0	5,1
Mises en chantier (unités)	5 888	6 083	6 200	5 800
Indice des prix à la consommation	0,8	2,9	1,3	2,1

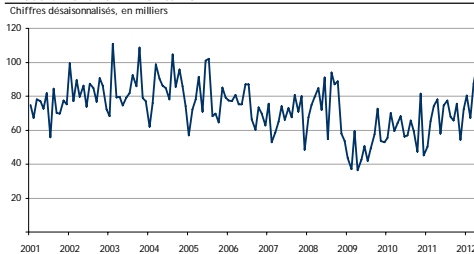
Paul Ferley
Économiste en chef adjoint

Contribution du secteur public à la croissance de l'Ontario



Source : Ontario Ministère des finances, Recherche économique RBC

Mises en chantier : Ontario



Source : Société canadienne d'hypothèques et de logement, Recherche économique RBC

Ontario - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2010	2011	2012P	2013P
PIB réel	3,0	1,9	2,5	2,4
Emploi	1,7	1,8	1,0	1,4
Taux de chômage (%)	8,7	7,8	7,6	7,4
Ventes au détail	5,4	3,6	3,7	3,9
Mises en chantier (unités)	60 433	67 821	74 800	68 500
Indice des prix à la consommation	2,4	3,1	1,8	1,9

Robert Hogue
Économiste principal

Ontario - Au milieu du peloton provincial

L'Ontario devrait rattraper la majeure partie de son retard sur la croissance nationale moyenne cette année. Nous prévoyons que la croissance du PIB réel de l'Ontario s'accélérera à 2,5 % en 2012, tout juste sous le taux de 2,6 % prévu pour le Canada, par rapport à une estimation de 1,9 % pour 2011. Ce rythme accéléré découlera en grande partie de l'amélioration des exportations provinciales, car le commerce extérieur stimulera la croissance plutôt que de la freiner. L'activité soutenue dans la construction résidentielle apportera un soutien important. Les restrictions dans les dépenses publiques auront toutefois l'effet opposé et contribueront à maintenir la croissance de l'Ontario au milieu du peloton provincial.

Un commerce extérieur moins pénalisant

Comme nous l'indiquions dans de précédents numéros de *Perspectives provinciales*, la reprise des achats et de la production de véhicules automobiles aux États-Unis contribue manifestement à la relance de l'important secteur automobile ontarien. La production de nouveaux véhicules au Canada (pratiquement concentrée en Ontario pour ce qui est des véhicules légers) a nettement augmenté depuis les creux de la récession et, suivant une forte envolée à la fin de l'an dernier, elle a presque retrouvé les niveaux d'avant la récession. Au cours des quatre premiers mois de 2012, la production moyenne (annualisée) a atteint un peu plus de 2,5 millions d'automobiles, ce qui est à peine inférieur à la production moyenne de 2,6 millions d'automobiles pour les dix ans qui ont précédé la récession. La reprise du secteur automobile ontarien a été l'un des principaux facteurs qui ont contribué à l'accroissement des exportations provinciales au début de l'année — en hausse de 7 % au premier trimestre de 2012 par rapport à la même période l'année précédente. L'augmentation des ventes de machinerie et d'équipement a aussi été un élément positif. Cette année, la vigueur des exportations devrait selon nous réduire le déficit commercial de l'Ontario. Le commerce extérieur stimulera donc la croissance provinciale pour la première fois depuis 10 ans.

La construction domiciliaire demeure robuste

En Ontario, l'investissement résidentiel ne montre aucun signe de ralentissement jusqu'à maintenant cette année. Au premier trimestre de 2012, la valeur des nouveaux domiciles construits en Ontario a bondi de plus de 17 % par rapport à la même période un an plus tôt, et nous ne voyons guère de signes d'essoufflement notable à court terme. Les mises en chantier ont bondi en mars et avril, atteignant des niveaux jamais vus depuis sept ans dans la province. Les ventes de nouvelles maisons ont été particulièrement vigoureuses l'an dernier dans le Grand Toronto (un nouveau record a été atteint dans le segment des condominiums), ce qui a fortement allongé la liste des projets futurs dans la plus grande zone urbaine de l'Ontario. En raison du nombre élevé de nouveaux projets prévus, nous avons révisé nos prévisions de mises en chantier pour 2012 et 2013. Plutôt qu'un ralentissement graduel au cours des deux prochaines années, nous prévoyons maintenant une augmentation, de 67 800 unités en 2011 à 74 800 unités en 2012, puis un repli à 68 500 unités en 2013.

Restrictions budgétaires

Malgré l'accélération prévue de l'économie ontarienne cette année, des obstacles demeurent, dont les restrictions dans le secteur public. Ces restrictions se traduisent notamment par un recul de l'emploi dans le secteur public, qui a fléchi de près de 5 % depuis juin 2011. Les comptes provinciaux provisoires du gouvernement ontarien montrent aussi que les dépenses publiques en biens, services et investissements ont nui à la croissance économique lors de chaque trimestre de 2011 — lui soutirant près d'un point de pourcentage complet au quatrième trimestre de 2011. Nous prévoyons que ces restrictions persisteront cette année et vraisemblablement plus longtemps encore.

Un léger recul de la croissance en 2013

L'accroissement des exportations provinciales se stabilisera vraisemblablement l'an prochain quand le secteur ontarien de l'automobile fonctionnera presque à plein régime. De même, la construction résidentielle s'atténuera quelque peu quand les mises en chantier ralentiront. Ces développements devraient entraîner une légère diminution de la croissance économique de la province à 2,4 %.

Québec - Coincé en première vitesse

L'amélioration de l'emploi au cours des derniers mois a permis au Québec de pousser un soupir de soulagement. Il s'est avéré que la forte chute de l'emploi selon l'enquête sur la population active de Statistique Canada l'automne dernier tenait davantage à une anomalie statistique qu'à un avertissement de marasme économique imminent. Cependant, cela ne veut pas dire que l'économie québécoise tourne à plein régime. Au mieux, elle tourne à bas régime, comme elle l'a fait durant une bonne partie de l'an dernier. Nous prévoyons un maintien de cette modeste croissance d'ici la fin de l'année, suivi d'une légère accélération l'an prochain sous l'impulsion du raffermissement de la demande aux États-Unis. Le PIB réel du Québec augmentera selon nous de 1,6 % en 2012 et de 1,9 % en 2013, ce qui ressemble d'assez près à la croissance anémique de 1,7 % enregistrée en 2011.

Le recul de l'emploi n'était qu'une anomalie

Les solides gains d'emplois obtenus entre mars et mai au Québec, qui ont totalisé plus de 74 000 nouveaux emplois nets, ont largement apaisé nos craintes qu'un repli marqué de l'activité tributaire de la consommation menace l'économie provinciale. Même si le marché du travail est habituellement un indicateur retardé, nous avons craint que la sévérité des pertes d'emploi révélées par le sondage sur la situation de l'emploi — qui indiquait que 61 000 emplois avaient disparu entre octobre et décembre l'an dernier dans la province — ébranle les consommateurs et les acheteurs de maison. L'effacement des pertes et la tendance haussière plutôt stable (bien que modeste) des emplois sur les listes de paie (l'autre mesure du marché du travail) laissent croire que la baisse était fort probablement une aberration statistique et que peu de conséquences négatives sont à prévoir. Néanmoins, même si le marché de l'emploi au Québec n'est pas en chute libre, il n'est pas non plus très vigoureux. Comparativement à l'an dernier, les niveaux les plus récents de l'emploi ont à peine augmenté, et le taux de chômage est un peu élevé, ce qui n'a rien pour inciter les Québécois à dépenser. La province affiche une croissance des ventes au détail de 2,5 %, un taux parmi les plus bas au Canada jusqu'à maintenant cette année.

Des résultats inégaux depuis le début de l'année...

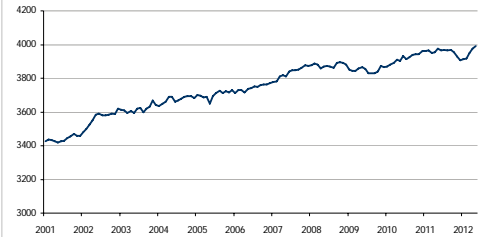
Les autres secteurs de l'économie québécoise ont offert des performances inégales au cours des premiers mois de 2012. La production minière a crû légèrement, sous l'influence de la production d'or et de minerai de fer. Les services aux entreprises et aux particuliers ont aussi affiché une progression généralement faible. Dans l'ensemble, l'activité manufacturière a piétiné, car les gains dans les segments de l'aérospatiale et de la machinerie ont compensé la faiblesse des segments des produits alimentaires, du papier, et de l'équipement de transport autre que les avions. Le commerce de gros et de détail a inscrit de légères hausses. Dans le domaine de la construction, l'activité a un peu fléchi même si une envolée des mises en chantier en avril a laissé entrevoir un regain de vie printanier du secteur résidentiel. Somme toute, les estimations mensuelles du PIB réel de l'*Institut de la statistique du Québec* annoncent une très faible croissance (annualisée) de 0,8 % à 1,2 % au premier trimestre, ce qui ne serait qu'une mince amélioration par rapport à la moyenne de 0,5 % des trois trimestres précédents.

...mais une reprise de l'activité est prévue

Nous continuons cependant de prévoir une légère augmentation de la croissance d'ici la fin de 2012. Les plans visant à stimuler les dépenses d'investissement de 8,5 % cette année révélés par l'*enquête sur les intentions d'investissement privé et public* publiée par Statistique Canada en février seront pour la plupart concrétisés, d'où une hausse des investissements non résidentiels. Fait important, nous prévoyons qu'un raffermissement de l'économie américaine relancera la demande de produits d'exportation du Québec au profit du secteur manufacturier de la province.

Marché de l'emploi : Québec

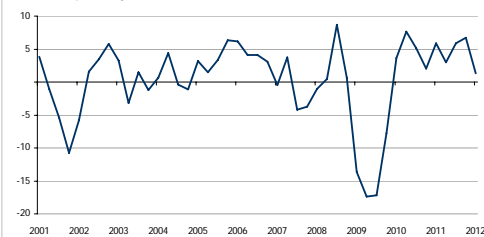
Chiffres désaisonnalisés, en milliers



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Livraisons manufacturières : Québec

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Québec - prévisions en bref

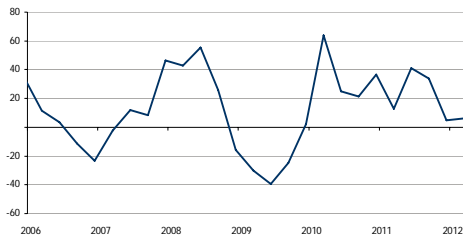
Variation en %, sauf indication contraire

	2010	2011	2012P	2013P
PIB réel	2,5	1,7	1,6	1,9
Emploi	1,7	1,0	0,4	1,4
Taux de chômage (%)	8,0	7,8	8,0	7,8
Ventes au détail	6,2	2,9	3,4	4,0
Mises en chantier (unités)	51 363	48 387	46 400	41 500
Indice des prix à la consommation	1,3	3,0	2,4	2,0

Robert Hogue
Économiste principal

Exportations d'énergie : Nouveau Brunswick

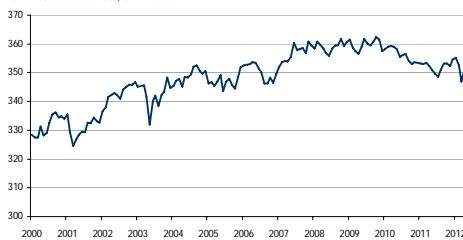
Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Source : Statistics Canada, RBC Economics Research

Marché de l'emploi : Nouveau Brunswick

Chiffres désaisonnalisés, en milliers



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Nouveau-Brunswick - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2010	2011	2012P	2013P
PIB réel	3,1	0,2	1,6	2,1
Emploi	-1,0	-1,1	0,4	1,2
Taux de chômage (%)	9,3	9,5	9,8	9,3
Ventes au détail	5,0	4,8	3,2	3,7
Mises en chantier (unités)	4 101	3 452	2 700	3 200
Indice des prix à la consommation	2,1	3,5	2,1	2,1

Kirsten Cornelson
Économiste

David Onyett-Jeffries
Économiste

Nouveau-Brunswick - Un début d'année décevant

Après une quasi-stagnation de l'activité économique au Nouveau-Brunswick l'an dernier (nos estimations révisées font état d'une croissance du PIB réel de seulement 0,2 % en 2011), la situation ne semble pouvoir que s'améliorer en 2012. Malheureusement, les nouvelles données sont au mieux disparates. Le marché du travail a été particulièrement volatile au début de 2012 et les livraisons manufacturières et les mises en chantier nous ont déçus. Par ailleurs, les exportations ont affiché une croissance modérée, tout comme les ventes au détail. Les données devraient selon nous laisser entrevoir une forte amélioration de l'économie provinciale durant le reste de l'année grâce à une croissance des investissements privés et un raffermissement de l'économie américaine. Nous anticipons une croissance du PIB réel du Nouveau-Brunswick de 1,6 % en 2012 et de 2,1 % en 2013.

Marché du travail volatile

On a pu voir dans la deuxième moitié de 2011 des preuves de la fin tant attendue du long repli de l'emploi au Nouveau-Brunswick. D'août à décembre, l'économie a créé 5 900 emplois — recouvrant un peu moins de la moitié des 13 800 emplois perdus depuis le plafonnement du marché du travail en octobre 2009. Cependant, la tendance du marché du travail a été plutôt difficile à cerner jusqu'à présent cette année : il y a eu perte de 7 600 emplois au cours des trois premiers mois suivi d'un fort gain de 9 800 emplois en avril et mai. La croissance nette qui en est ressortie nous donne bon espoir que le marché de l'emploi dans la province affichera une hausse cette année, quoique le rythme sera restreint à seulement 0,4 % en raison du fléchissement attendu dans le secteur public (sous le poids des mesures d'austérité budgétaire des gouvernements fédéral et provincial).

Des indicateurs peu loquaces

Les autres indicateurs de l'activité économique de la province dégagent des résultats inégaux depuis le début de l'année et ne manifestent dans l'ensemble aucune tendance dans un sens comme dans l'autre. Les livraisons manufacturières ont subi une baisse annualisée de 9,1 % au premier trimestre de 2012 par rapport au trimestre précédent. Les mises en chantier ont également déçu, avec une moyenne annualisée de seulement 2 600 unités pour les cinq premiers mois de l'année comparativement à 3 200 unités en 2011. Les exportations nominales ont augmenté de 3,1 % d'une année sur l'autre au premier trimestre de 2012, et les exportations d'énergie (qui, grâce à la raffinerie de Saint John, représentent la majeure partie des exportations et importations provinciales) ont affiché une croissance supérieure de 6,1 %. Les exportations non liées à l'énergie ont diminué de 3,0 % en valeur nominale au premier trimestre de l'année. Il est un peu étonnant cependant, compte tenu des récents reculs de l'emploi, que les ventes au détail aient été passablement robustes, progressant de 3,9 % au premier trimestre par rapport à l'année précédente grâce notamment à un gain de 5,0 % des ventes d'automobiles et de pièces.

Une amélioration imminente

Même si globalement les données ont été un peu faibles jusqu'à maintenant cette année, nous continuons de prévoir une amélioration de l'économie au Nouveau-Brunswick. Les investissements du secteur privé devraient croître en 2012, et le raffermissement de l'économie américaine devrait amener une amélioration des exportations non liées à l'énergie. Nous nous attendons à ce que ces facteurs stimulent également les autres segments de l'économie de la province. En 2013, l'économie offrira une bonne performance en raison des répercussions du contrat de construction navale de la Nouvelle-Écosse. Tout compte fait, nous prévoyons que le PIB provincial retrouvera son élan en 2012 et 2013.

Nouvelle-Écosse - En attente de l'arrivée du navire

Comme il est peu probable que l'économie de la Nouvelle-Écosse ressente les effets du contrat fédéral de construction navale bien avant 2013, la plus grande économie des provinces de l'Atlantique devra faire face à d'importants défis cette année en attendant l'arrivée de son moteur économique. Même si des indices laissent entrevoir une légère croissance dans le reste de l'économie, des ennuis dans le secteur du papier (dont la fermeture de la papetière NewPage et les interruptions temporaires répétées de Bowater Mersey) et le ralentissement persistant du projet énergétique extracôtier de l'île de Sable nuisent à l'activité économique depuis le début de l'année. Nous prévoyons des améliorations à la fois dans les secteurs du papier et du gaz naturel cette année ; cependant, la faiblesse dans ces segments au début de 2012 se traduira vraisemblablement par un faible taux de croissance du PIB de 1,6 %.

Le papier et le gaz naturel plombent les exportations

Conformément aux attentes, la consolidation du secteur du papier et les reculs persistants de la production de gaz naturel ont miné les exportations provinciales jusqu'à maintenant cette année. Les exportations nominales ont diminué de 21,5 % au premier trimestre de 2012 par rapport à l'année précédente. Exclusion faite des exportations de gaz naturel et de celles considérables de papier, le recul n'a été que de 7,0 %. Nous nous attendons à une amélioration des exportations globales au courant de l'année et en 2013 dans la foulée d'une diminution des pressions sur ces secteurs et d'une accélération de la croissance aux États-Unis. La production de gaz naturel sera stimulée par le démarrage de la production du gisement Deep Panuke cet été. De plus, la papetière NewPage devrait rouvrir vers la fin de 2012 si les nouveaux propriétaires réussissent leurs dernières négociations avec les fournisseurs (des conventions collectives et des accords énergétiques ont été conclus en avril, mais le contrat d'énergie n'a pas encore été approuvé par les autorités de réglementation) ; toutefois, une baisse de la production et des exportations de papier est quand même prévue pour 2012.

Des nouvelles plus positives sur la scène provinciale

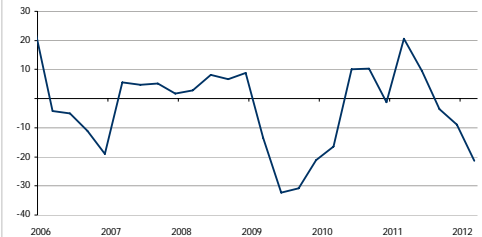
Exception faite des exportations, l'économie provinciale semble croître à un niveau modéré depuis le début de 2012. L'emploi a progressé de 1,0 % jusqu'à maintenant cette année comparativement à la même période l'an dernier, ce qui est essentiellement conforme à notre prévision d'une hausse de 1,1 % pour l'année. Même si cette progression est relativement modeste, elle représente une nette amélioration puisque la province a affiché une croissance cumulative de l'emploi de seulement 0,3 % de 2008 à 2011. Dans ce contexte d'amélioration de l'emploi, les ventes au détail ont enregistré une hausse sensible de 4,6 % au premier trimestre par rapport à l'année précédente, et ce sont les concessionnaires automobiles qui ont affiché les gains les plus élevés. Les mises en chantier ont été inférieures aux attentes, affichant une moyenne annualisée de 3 600 unités pour les quatre premiers mois de l'année, mais nous continuons de prévoir une amélioration dans ce secteur, car l'activité économique devrait reprendre pendant le reste de l'année.

Des jours meilleurs à l'horizon

Le rebond de l'économie de la Nouvelle-Écosse sera plus marqué en 2013. La reprise prévue dans le secteur des produits forestiers ainsi que la production annuelle complète du gisement Deep Panuke, l'accélération des investissements dans la mine de charbon Donkin et le début des travaux liés au contrat de construction navale devraient propulser l'économie en hausse et faire doubler la croissance du PIB réel à 3,2 %.

Exportations nominales : Nouvelle-Écosse

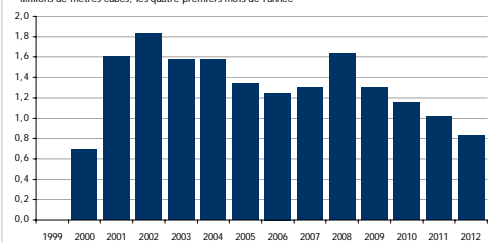
Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Production extracôtière du gaz naturel : Nouvelle-Écosse

Millions de mètres cubes, les quatre premiers mois de l'année



Source : Office Canada Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers, Recherche économique RBC

Nouvelle-Écosse - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

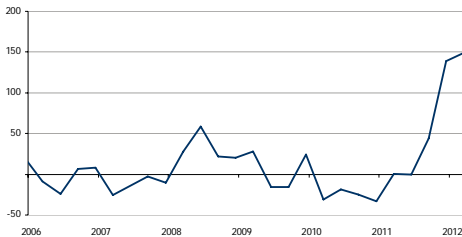
	2010	2011	2012P	2013P
PIB réel	1,9	0,5	1,6	3,2
Emploi	0,2	0,1	1,1	1,8
Taux de chômage (%)	9,3	8,8	8,3	7,9
Ventes au détail	4,5	3,5	3,5	4,0
Mises en chantier (unités)	4 309	4 644	4 100	4 600
Indice des prix à la consommation	2,2	3,8	2,2	2,2

Kirsten Cornelson
Économiste

David Onyett-Jeffries
Économiste

Exportations nominales des machines et matériel : Île-du-Prince-Édouard

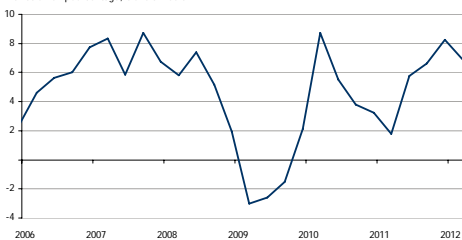
Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Commerce de détail nominal : Île-du-Prince-Édouard

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Source : Statistique Canada, RBC Economics Research

Île-du-Prince-Édouard - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2010	2011	2012P	2013P
PIB réel	2,6	1,1	1,8	1,9
Emploi	3,0	1,9	1,4	1,0
Taux de chômage (%)	11,1	11,4	11,1	10,4
Ventes au détail	5,3	5,6	4,5	4,0
Mises en chantier (unités)	756	940	800	800
Indice des prix à la consommation	1,8	2,9	2,1	2,1

Kirsten Cornelson
Économiste

David Onyett-Jeffries
Économiste

Î.-P.-É. - L'économie s'est envolée en début d'année, mais devrait redescendre

Grâce à la vive demande des clients nationaux et internationaux, l'économie de l'Île-du-Prince-Édouard a connu un très bon début d'année, avec une croissance dans les deux chiffres des exportations et des ventes au détail. Nous prévoyons que les exportations resteront vigoureuses compte tenu de l'amélioration des conditions agricoles cette année et de l'accélération de la croissance des États-Unis ; toutefois, le rythme du commerce de détail devrait ralentir au cours des prochains mois, car le repli de l'emploi dans le secteur public et la décélération démographique freinent les dépenses de consommation. Dans l'ensemble, nous tablons sur une hausse du PIB réel de 1,8 % en 2012 et de 1,9 % en 2013.

Les exportations ont monté en flèche...

Les exportations nominales ont bondi de presque 28 % au premier trimestre par rapport à l'an dernier en raison d'une envolée de près de 150 % des exportations de machinerie et d'équipement. Cette solide performance découle d'abord de la vigueur des ventes de machinerie liées aux avions. Même s'il est peu probable que la hausse considérable des exportations de machinerie et d'équipement persiste, la récente envolée laisse entrevoir un taux de croissance annuel assez élevé en 2012. Les produits de l'agriculture et de la pêche, l'autre principale catégorie d'exportation de la province, ont enregistré un gain beaucoup plus modeste de 1,4 % au premier trimestre. Nous prévoyons certaines améliorations au fil du calendrier agricole, pourvu que les conditions météorologiques demeurent normales (comparativement à l'été pluvieux de l'an dernier). L'accélération économique aux États-Unis assurera une saine croissance des exportations en 2013.

...et les automobiles ont propulsé les ventes au détail

Les ventes au détail ont augmenté de 8,5 % au premier trimestre par rapport à l'an dernier, principalement sous l'influence des ventes des marchands de véhicules automobiles et de pièces (14,7 %) et des magasins de matériaux de construction (14,1 %). Une croissance assez robuste a également été observée dans la plupart des autres catégories de dépenses. L'envolée des ventes au détail a de quoi surprendre, car la croissance de l'emploi a été modeste dans la première partie de l'année et la croissance démographique (un facteur important de l'activité économique sur l'île ces dernières années) a nettement ralenti lors des deux derniers trimestres. Nous prévoyons un retour à une croissance modeste des ventes au détail d'ici la fin de l'année et en 2013, mais compte tenu de la vigueur du premier trimestre, nous avons révisé en hausse nos prévisions pour 2012 de 4,1 % à 4,5 %.

L'austérité budgétaire freinera l'emploi

À l'Île-du-Prince-Édouard, l'emploi a progressé de 1,5 % lors des cinq premiers mois de l'année par rapport à l'an dernier. Ce chiffre découle de la forte croissance de l'emploi dans le secteur privé (3,5 %), car l'emploi dans le secteur public est resté plutôt stable (+0,5 %) alors que le nombre d'emplois autonomes a diminué de beaucoup. Nous prévoyons que l'emploi dans le secteur public freinera encore davantage la croissance future du marché du travail, car les gouvernements fédéral et provincial ont tous deux annoncé des suppressions de postes dans leurs budgets du printemps. Le gouvernement provincial supprimera 200 emplois au cours de l'exercice 2012-2013 et 100 emplois additionnels l'année suivante. On ne sait pas encore quand les coupes seront effectuées et combien d'emplois seront supprimés au niveau fédéral, mais nous présumons que les pertes d'emplois seront plus petites qu'au provincial — le gouvernement fédéral emploie environ la moitié moins de gens que le gouvernement provincial, et les pourcentages de compression prévus sont globalement similaires. En raison de ces annonces, nous avons réduit nos prévisions de croissance de l'emploi. Pour 2012, nous prévoyons maintenant une croissance de l'emploi de 1,4 % contre 1,7 % précédemment. Pour 2013, nous avons réduit nos prévisions de 1,2 % à 1,0 %.

Terre-Neuve-et-Labrador - Ralentir pour mieux repartir

L'activité économique de Terre-Neuve-et-Labrador sera durement touchée au milieu de l'année par la fermeture de deux de ses principaux champs pétroliers à des fins d'entretien, laquelle devrait réduire la production pétrolière de 22 %. Heureusement, une croissance dans les deux chiffres des investissements des entreprises est encore prévue cette année, ce qui devrait garder la croissance économique à 1,9 %. Les données cumulatives annuelles vont de pair avec cette croissance modérée puisque l'emploi, les ventes au détail et les mises en chantier sont tous plutôt conformes à nos attentes. Les exportations vont bon train pour le moment, mais un important repli est prévu cet été vu la baisse anticipée de la production pétrolière. Même si nous nous attendons encore à une décélération des investissements des entreprises en 2013, nous prévoyons maintenant une baisse beaucoup moins prononcée des dépenses de Vale à Long Harbour, compte tenu de la révision des plans d'investissement de la société. Par conséquent, nous avons haussé nos prévisions pour le PIB réel de la province en 2013 à 3,4 %.

Les données provinciales sont conformes aux attentes

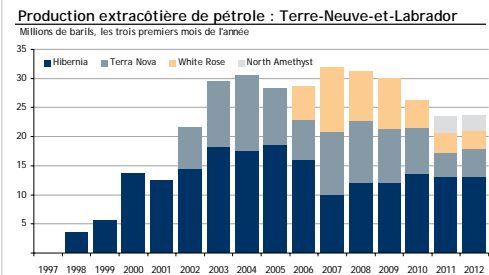
Jusqu'à maintenant cette année, les données provinciales sont conformes à une croissance modérée de l'économie de Terre-Neuve-et-Labrador. L'emploi, qui a fortement chuté vers le milieu de 2011, suit depuis une trajectoire haussière. Le marché du travail a créé 3 100 emplois de janvier à mai, faisant grimper l'emploi total de la province tout près d'un sommet inédit, et le taux de chômage a fléchi à son plus bas niveau depuis plus d'un an. Grâce à la force du marché de l'emploi, les ventes au détail ont un peu dépassé les attentes, enregistrant une croissance moyenne de 4,9 % au premier trimestre par rapport à l'an dernier. Les mises en chantier ont également été un peu plus robustes que prévu, avec une moyenne annualisée de 3 800 unités pour les quatre premiers mois de l'année contre une moyenne globale de 3 500 unités en 2011. Dans les deux cas, nous prévoyons un léger ralentissement pendant le reste de l'année : les ventes au détail devraient enregistrer une croissance annuelle de 3,8 % et les mises en chantier se situeront en moyenne à 3 500 en 2012.

Les exportations vont s'essouffler cette année...

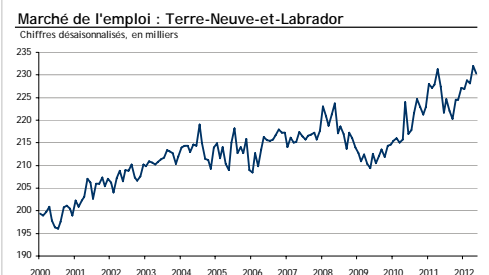
Les exportations nominales ont bondi de presque 8,4 % au premier trimestre de 2012 par rapport à l'année précédente grâce à une solide croissance des deux principales catégories d'exportation de la province, soit l'énergie et les produits industriels. Nous prévoyons un recul sensible de la production et des exportations d'énergie vers le milieu de l'année en raison de la fermeture à des fins d'entretien de deux importants champs pétroliers (Terra Nova et White Rose) qui, combinés, représentent un tiers de la production totale jusqu'à maintenant cette année. L'inverse est cependant vrai pour les volumes d'exportation de minerai de fer, car ceux-ci ont fléchi au premier trimestre, mais ils devraient rebondir pendant le reste de l'année et l'année prochaine dans la foulée d'une augmentation de la production des installations minières nouvelles et existantes. Néanmoins, il est peu probable que les gains dans le secteur du minerai de fer suffisent à compenser le recul des exportations d'énergie cette année.

...mais les investissements des entreprises combleront l'écart

Les données provisoires sur le PIB récemment publiées par Statistique Canada montrent toute l'importance que revêtent désormais les grands projets d'investissement pour Terre-Neuve-et-Labrador. Selon les estimations, le secteur de la construction a contribué au PIB à hauteur de 1,2 point de pourcentage en 2011, contre seulement 0,2 point de pourcentage pour le secteur des mines et de l'extraction de pétrole et de gaz. Comme le sondage de Statistique Canada sur les *intentions d'investissement dans les secteurs privé et public* annonce une autre année de croissance dans les deux chiffres des dépenses d'investissement, nous prévoyons que l'investissement fixe des entreprises continuera d'offrir un important appui à l'économie provinciale cette année et qu'il compensera la faiblesse prévue dans le secteur de l'énergie.



Source : Canada-Newfoundland & Labrador Offshore Petroleum Board, Recherche économique RBC



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Terre-Neuve-et-Labrador - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2010	2011	2012P	2013P
PIB réel	6,1	3,0	1,9	3,4
Emploi	3,4	2,7	1,8	1,7
Taux de chômage (%)	14,4	12,7	12,5	11,5
Ventes au détail	4,6	5,1	3,8	4,9
Mises en chantier (unités)	3 606	3 488	3 500	3 500
Indice des prix à la consommation	2,4	3,4	2,2	2,1

Kirsten Cornelson
Économiste

David Onyett-Jeffries
Économiste

Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	PIB réel				Emploi				Taux de chômage				Mises en chantier Milliers				Ventes au détail				IPC			
	10	11P	12P	13P	10	11P	12P	13P	10	11P	12P	13P	10	11P	12P	13P	10	11P	12P	13P	10	11P	12P	13P
T.-N. & L.	6,1	3,0	1,9	3,4	3,4	2,7	1,8	1,7	14,4	12,7	12,5	11,5	3,6	3,5	3,5	3,5	4,6	5,1	3,8	4,9	2,4	3,4	2,2	2,1
Î.-P.-É.	2,6	1,1	1,8	1,9	3,0	1,9	1,4	1,0	11,1	11,4	11,1	10,4	0,8	0,9	0,8	0,8	5,3	5,6	4,5	4,0	1,8	2,9	2,1	2,1
N.-É.	1,9	0,5	1,6	3,2	0,2	0,1	1,1	1,8	9,3	8,8	8,3	7,9	4,3	4,6	4,1	4,6	4,5	3,5	3,5	4,0	2,2	3,8	2,2	2,2
N.-B.	3,1	0,2	1,6	2,1	-1,0	-1,1	0,4	1,2	9,3	9,5	9,8	9,3	4,1	3,5	2,7	3,2	5,0	4,8	3,2	3,7	2,1	3,5	2,1	2,1
QUÉ.	2,5	1,7	1,6	1,9	1,7	1,0	0,4	1,4	8,0	7,8	8,0	7,8	51,4	48,4	46,4	41,5	6,2	2,9	3,4	4,0	1,3	3,0	2,4	2,0
ONT.	3,0	1,9	2,5	2,4	1,7	1,8	1,0	1,4	8,7	7,8	7,6	7,4	60,4	67,8	74,8	68,5	5,4	3,6	3,7	3,9	2,4	3,1	1,8	1,9
MAN.	2,4	1,3	3,1	3,0	1,9	0,8	1,1	1,3	5,4	5,4	5,3	4,9	5,9	6,1	6,2	5,8	5,7	4,3	4,0	5,1	0,8	2,9	1,3	2,1
SASK.	4,0	4,8	3,7	3,9	0,9	0,3	1,8	1,9	5,2	5,0	4,8	4,6	5,9	7,0	7,8	7,9	3,4	7,5	5,5	6,6	1,3	2,8	1,9	2,6
ALB.	3,3	5,2	4,0	3,9	-0,4	3,8	2,8	2,6	6,5	5,5	4,9	4,4	27,1	25,7	32,3	32,5	6,0	6,9	7,9	6,8	1,0	2,4	1,5	1,8
C.-B.	3,0	2,9	2,6	2,9	1,7	0,8	1,5	1,4	7,6	7,5	7,0	6,8	26,5	26,4	25,2	23,5	5,4	3,1	4,1	4,4	1,4	2,3	1,3	1,3
CANADA	3,2	2,4	2,6	2,6	1,4	1,6	1,1	1,6	8,0	7,5	7,3	7,0	190	194	204	192	5,6	4,1	4,3	4,6	1,8	2,9	1,9	1,9

Tableau comparatif

2010, sauf indication contraire

	T.-N. & L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	QUÉ.	ONT.	MAN.	SASK.	ALB.	C.-B.
Population (milliers) (2011)	511	146	945	755	7 980	13 373	1 251	1 058	3 779	4 573
Produit intérieur brut (milliards \$)	28,2	5,0	36,4	29,4	319,3	612,5	54,3	63,6	263,5	203,1
PIB réel (en milliards de \$ 2002)	19,0	4,3	30,0	24,2	273,9	527,8	43,7	41,5	183,3	167,1
Part du PIB réel canadien (%)	1,4	0,3	2,3	1,8	20,7	39,8	3,3	3,1	13,8	12,6
Croissance PIB réel (TAC, 2005-10, %)	1,6	1,8	1,3	1,4	1,4	0,7	2,4	1,3	1,4	1,7
PIB réel par habitant (\$ 2002)	37 214	29 966	31 701	32 166	34 640	39 902	35 435	39 769	49 249	36 899
Croissance PIB réel par habitant (TAC, 2005-10, %)	1,7	1,1	1,2	1,2	0,5	-0,4	1,4	0,3	-0,9	0,2
Revenu personnel disponible par habitant (\$)	27 402	24 645	27 308	27 091	26 642	29 893	27 645	30 593	37 885	29 175
Croissance de l'emploi (TAC, 2006-11, %)	1,0	1,1	0,5	0,1	1,1	0,9	1,2	1,3	1,8	1,2
Taux d'emploi (mai, 2012 %)	53,9	59,7	58,1	57,5	60,2	61,2	65,5	66,3	70,4	60,9
Indice d'inconfort (inflation + chômage, avr. 2012)	15,3	13,4	11,6	12,4	10,4	9,9	7,1	7,0	5,7	7,8
Production manufacturière (% du PIB réel)	4,1	9,5	9,1	11,5	16,3	15,1	11,3	7,0	8,0	8,6
Dépenses individ. des biens et services (% du PIB réel)	60,5	72,3	73,1	69,4	65,6	63,0	65,3	60,9	55,3	71,3
Exportations (% du PIB réel)	34,9	26,0	22,4	40,0	29,6	38,6	30,4	35,3	35,8	24,9

Tableaux

Colombie-Britannique

		2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012P	2013P
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	159 729	164 496	165 641	162 225	167 140	171 987	176 493	181 611
	évolution (%)	4,1	3,0	0,7	-2,1	3,0	2,9	2,6	2,9
Nombre d'emplois	en milliers	2 147	2 223	2 266	2 218	2 257	2 275	2 309	2 342
	évolution (%)	2,6	3,5	2,0	-2,1	1,7	0,8	1,5	1,4
Taux de chômage	(%)	4,8	4,3	4,6	7,7	7,6	7,5	7,0	6,8
Ventes au détail	en millions de dollars	53 133	56 930	57 783	55 222	58 220	60 005	62 480	65 228
	évolution (%)	7,6	7,1	1,5	-4,4	5,4	3,1	4,1	4,4
Mises en chantier	unités	36 443	39 195	34 321	16 077	26 479	26 400	25 200	23 500
	évolution (%)	5,1	7,6	-12,4	-53,2	64,7	-0,3	-4,5	-6,7
Indice des prix à la consommation	2002=100	108,1	110,0	112,3	112,3	113,8	116,5	118,0	119,6
	évolution (%)	1,7	1,7	2,1	0,0	1,4	2,3	1,3	1,3

Alberta

		2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012P	2013P
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	180 852	184 008	185 668	177 376	183 251	192 780	200 491	208 310
	évolution (%)	5,8	1,7	0,9	-4,5	3,3	5,2	4,0	3,9
Nombre d'emplois	en milliers	1 916	1 991	2 054	2 025	2 017	2 094	2 152	2 208
	évolution (%)	5,0	3,9	3,1	-1,4	-0,4	3,8	2,8	2,6
Taux de chômage	(%)	3,4	3,5	3,6	6,6	6,5	5,5	4,9	4,4
Ventes au détail	en millions de dollars	55 972	61 487	61 614	56 478	59 849	64 004	69 060	73 725
	évolution (%)	15,4	9,9	0,2	-8,3	6,0	6,9	7,9	6,8
Mises en chantier	unités	48 962	48 336	29 164	20 298	27 088	25 704	32 300	32 500
	évolution (%)	19,9	-1,3	-39,7	-30,4	33,5	-5,1	25,7	0,6
Indice des prix à la consommation	2002=100	112,3	117,9	121,6	121,5	122,7	125,7	127,6	129,8
	évolution (%)	3,9	4,9	3,2	-0,1	1,0	2,4	1,5	1,8

Saskatchewan

		2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012P	2013P
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	38 266	39 626	41 466	39 911	41 520	43 513	45 123	46 883
	évolution (%)	-1,6	3,6	4,6	-3,8	4,0	4,8	3,7	3,9
Nombre d'emplois	en milliers	492	504	513	519	524	526	535	545
	évolution (%)	1,8	2,4	1,7	1,3	0,9	0,3	1,8	1,9
Taux de chômage	(%)	4,7	4,2	4,1	4,8	5,2	5,0	4,8	4,6
Ventes au détail	en millions de dollars	11 554	13 129	14 673	14 598	15 101	16 234	17 119	18 243
	évolution (%)	7,0	13,6	11,8	-0,5	3,4	7,5	5,5	6,6
Mises en chantier	unités	3 715	6 007	6 828	3 866	5 907	7 031	7 800	7 900
	évolution (%)	8,1	61,7	13,7	-43,4	52,8	19,0	10,9	1,3
Indice des prix à la consommation	2002=100	109,1	112,2	115,9	117,1	118,7	122,0	124,2	127,5
	évolution (%)	2,0	2,9	3,2	1,1	1,3	2,8	1,9	2,6

Manitoba

		2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012P	2013P
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	40 181	41 263	42 838	42 705	43 746	44 315	45 688	47 059
	évolution (%)	3,4	2,7	3,8	-0,3	2,4	1,3	3,1	3,0
Nombre d'emplois	en milliers	589	599	608	608	620	624	631	639
	évolution (%)	1,2	1,7	1,7	0,0	1,9	0,8	1,1	1,3
Taux de chômage	(%)	4,3	4,4	4,2	5,2	5,4	5,4	5,3	4,9
Ventes au détail	en millions de dollars	12 874	14 016	14 980	14 915	15 766	16 448	17 102	17 978
	évolution (%)	4,1	8,9	6,9	-0,4	5,7	4,3	4,0	5,1
Mises en chantier	unités	5 028	5 738	5 537	4 174	5 888	6 083	6 200	5 800
	évolution (%)	6,3	14,1	-3,5	-24,6	41,1	3,3	1,9	-6,5
Indice des prix à la consommation	2002=100	108,7	110,9	113,4	114,1	115,0	118,4	120,0	122,5
	évolution (%)	1,9	2,1	2,2	0,6	0,8	2,9	1,3	2,1

Ontario

		2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012P	2013P
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	522 998	533 233	529 828	512 685	527 813	537 841	551 287	564 243
	évolution (%)	2,4	2,0	-0,6	-3,2	3,0	1,9	2,5	2,4
Nombre d'emplois	en milliers	6 449	6 564	6 666	6 502	6 610	6 731	6 800	6 894
	évolution (%)	1,2	1,8	1,6	-2,5	1,7	1,8	1,0	1,4
Taux de chômage	(%)	6,3	6,4	6,5	9,0	8,7	7,8	7,6	7,4
Ventes au détail	en millions de dollars	140 591	145 965	151 672	147 920	155 964	161 608	167 587	174 204
	évolution (%)	4,0	3,8	3,9	-2,5	5,4	3,6	3,7	3,9
Mises en chantier	unités	73 417	68 123	75 076	50 370	60 433	67 821	74 800	68 500
	évolution (%)	-6,8	-7,2	10,2	-32,9	20,0	12,2	10,3	-8,4
Indice des prix à la consommation	2002=100	108,8	110,8	113,3	113,7	116,5	120,1	122,2	124,5
	évolution (%)	1,8	1,8	2,3	0,4	2,4	3,1	1,8	1,9

Québec

		2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012P	2013P
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	260 033	265 585	269 083	267 290	273 856	278 512	282 968	288 203
	évolution (%)	1,8	2,1	1,3	-0,7	2,5	1,7	1,6	1,9
Nombre d'emplois	en milliers	3 743	3 834	3 880	3 848	3 915	3 954	3 969	4 024
	évolution (%)	1,1	2,4	1,2	-0,8	1,7	1,0	0,4	1,4
Taux de chômage	(%)	8,1	7,2	7,2	8,5	8,0	7,8	8,0	7,8
Ventes au détail	en millions de dollars	86 505	90 406	94 806	93 740	99 509	102 444	105 927	110 116
	évolution (%)	4,9	4,5	4,9	-1,1	6,2	2,9	3,4	4,0
Mises en chantier	unités	47 877	48 553	47 901	43 403	51 363	48 387	46 400	41 500
	évolution (%)	-6,0	1,4	-1,3	-9,4	18,3	-5,8	-4,1	-10,6
Indice des prix à la consommation	2002=100	108,7	110,4	112,7	113,4	114,8	118,3	121,2	123,6
	évolution (%)	1,7	1,6	2,1	0,6	1,3	3,0	2,4	2,0

Tableaux

Nouveau-Brunswick

		2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012P	2013P
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	23 174	23 439	23 583	23 484	24 216	24 264	24 653	25 170
	évolution (%)	2,4	1,1	0,6	-0,4	3,1	0,2	1,6	2,1
Nombre d'emplois	en milliers	350	357	359	360	356	352	353	358
	évolution (%)	1,0	1,9	0,6	0,1	-1,0	-1,1	0,4	1,2
Taux de chômage	(%)	8,7	7,5	8,5	8,8	9,3	9,5	9,8	9,3
Ventes au détail	en millions de dollars	8 858	9 407	10 018	10 093	10 593	11 102	11 458	11 882
	évolution (%)	6,2	6,2	6,5	0,7	5,0	4,8	3,2	3,7
Mises en chantier	unités	4 085	4 242	4 274	3 521	4 101	3 452	2 700	3 200
	évolution (%)	3,2	3,8	0,8	-17,6	16,5	-15,8	-21,8	18,5
Indice des prix à la consommation	2002=100	109,2	111,3	113,2	113,5	115,9	120,0	122,4	125,0
	évolution (%)	1,7	1,9	1,7	0,3	2,1	3,5	2,1	2,1

Nouvelle-Écosse

		2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012P	2013P
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	28 174	28 611	29 378	29 390	29 951	30 101	30 582	31 561
	évolution (%)	0,6	1,6	2,7	0,0	1,9	0,5	1,6	3,2
Nombre d'emplois	en milliers	441	448	452	451	452	453	458	466
	évolution (%)	-0,1	1,6	0,9	-0,1	0,2	0,1	1,1	1,8
Taux de chômage	(%)	7,9	7,9	7,7	9,2	9,3	8,8	8,3	7,9
Ventes au détail	en millions de dollars	11 141	11 616	12 089	12 102	12 652	13 097	13 555	14 097
	évolution (%)	5,8	4,3	4,1	0,1	4,5	3,5	3,5	4,0
Mises en chantier	unités	4 896	4 750	3 982	3 438	4 309	4 644	4 100	4 600
	évolution (%)	2,5	-3,0	-16,2	-13,7	25,3	7,8	-11,7	12,2
Indice des prix à la consommation	2002=100	110,4	112,5	115,9	115,7	118,2	122,7	125,4	128,1
	évolution (%)	2,1	1,9	3,0	-0,1	2,2	3,8	2,2	2,2

Île-du-Prince-Édouard

		2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012P	2013P
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	4 077	4 149	4 179	4 189	4 297	4 344	4 422	4 506
	évolution (%)	4,0	1,8	0,7	0,2	2,6	1,1	1,8	1,9
Nombre d'emplois	en milliers	68	69	70	69	71	72	73	74
	évolution (%)	0,6	0,7	1,2	-1,4	3,0	1,9	1,4	1,0
Taux de chômage	(%)	11,0	10,3	10,7	12,0	11,1	11,4	11,1	10,4
Ventes au détail	en millions de dollars	1 509	1 621	1 703	1 681	1 770	1 869	1 953	2 032
	évolution (%)	6,0	7,4	5,1	-1,3	5,3	5,6	4,5	4,0
Mises en chantier	unités	738	750	712	877	756	940	800	800
	évolution (%)	-14,4	1,6	-5,1	23,2	-13,8	24,3	-14,9	0,0
Indice des prix à la consommation	2002=100	111,6	113,6	117,5	117,3	119,5	123,0	125,6	128,3
	évolution (%)	2,2	1,8	3,4	-0,1	1,8	2,9	2,1	2,1

Terre-Neuve-et-Labrador

		2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012P	2013P
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	18 129	19 791	19 712	17 930	19 027	19 598	19 970	20 649
	évolution (%)	3,0	9,2	-0,4	-9,0	6,1	3,0	1,9	3,4
Nombre d'emplois	en milliers	215	216	219	212	219	225	229	233
	évolution (%)	0,8	0,8	1,1	-3,0	3,4	2,7	1,8	1,7
Taux de chômage	(%)	14,7	13,5	13,2	15,5	14,4	12,7	12,5	11,5
Ventes au détail	en millions de dollars	6 012	6 528	7 009	7 120	7 451	7 830	8 127	8 527
	évolution (%)	3,2	8,6	7,4	1,6	4,6	5,1	3,8	4,9
Mises en chantier	unités	2 234	2 649	3 261	3 057	3 606	3 488	3 500	3 500
	évolution (%)	-10,6	18,6	23,1	-6,3	18,0	-3,3	0,3	0,0
Indice des prix à la consommation	2002=100	109,5	111,1	114,3	114,6	117,4	121,4	124,1	126,7
	évolution (%)	1,8	1,4	2,9	0,3	2,4	3,4	2,2	2,1

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royale du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières.

® Marque déposée de la Banque Royale du Canada
© Banque Royale du Canada.